

## Compte rendu au sujet de la mobilisation des collectivités du monde face à la crise sanitaire du COVID-19

Session du 30/04/20

### **Le développement économique local post pandémie COVID-19**

Toulouse est membre du réseau français des collectivités engagées à l'international (Cités Unies France - CUF) qui l'invite chaque semaine à participer au cycle de conférences d'apprentissage en direct : « Live Learning Experience series: Beyond the Immediate Response to the Outbreak », organisé par Cités et Gouvernements Locaux Unis, Métropolis, et UN Habitat. Acteurs et élus de nombreuses autorités locales et régionales du monde, entités des Nations Unies et partenaires de la société civile, se réunissent pour échanger sur leurs expériences, témoigner de bonnes pratiques, partager sur les initiatives et les défis identifiés au service de leurs territoires. L'enjeu final est d'appuyer les acteurs en fournissant les services publics adaptés face à la crise sanitaire du COVID-19.

Avec plus de 1000 gouvernements rassemblés au cours des deux premiers mois, ces conférences d'apprentissage (traduites en trois langues) abordent des thèmes autour des principales compétences et problématiques rencontrées par les autorités locales et régionales aujourd'hui.

- **Les témoignages** sont articulés autour des trois préoccupations majeures rencontrées par leurs territoires et les trois défis à relever dans la gestion de la crise. Pour prendre la parole une anticipation de deux semaines est nécessaire.
- **Un chat** permet des interactions entre les participants de la grande communauté connectée en direct et apporte des compléments, à l'instar des liens et des avis.
- **Des sondages en ligne** (menti.com) mesurent les problématiques prioritaires et produisent de la donnée en quantifiant et qualifiant de manière participative les préoccupations des autorités locales.

Interrogées au sujet des mesures les plus efficaces mises en œuvre par les autorités locales, les représentants évoquent majoritairement la réactivité du tissu d'acteurs locaux (société civile) et finances publiques (40%). Elles prennent en compte le soutien aux entreprises et travailleurs, les mesures fiscales (exemption de taxes, délais) puis la coopération avec d'autres territoires.

Interrogées au sujet des bénéfices de la collaboration entre les différents niveaux de collectivités, les représentants évoquent un équilibre parfait en ce qui concerne les quatre

sujets proposés, à savoir faciliter la création de connaissance, renforcer les relations économiques, dynamiser l'innovation locale et améliorer l'administration publique, révélant ainsi la nécessité de plus de transversalité et d'actions horizontales.

Interrogées au sujet des priorités de changement dans les approches de développement économique local, il a été relevé que le développement de nouveaux modèles économiques est largement plébiscité (47 représentants), 18 représentants soulèvent la nécessité de mieux intégrer les aspects sociaux (ESS) et enfin 11 d'entre eux pensent que tout restera à l'identique.

**Participants : 220 pax**

**Propos introductifs :**

**Emilia SAIZ, secrétaire générale de CGLU**, souligne que le développement économique local figure dans l'agenda depuis longtemps. Toutefois, il s'incarne différemment dans le contexte de la crise sanitaire et dans l'après crise. Proximité, petit business, produits des potentiels et de la compétitivité des territoires, nos réflexions nous ont déjà mené à noter l'importance de la diversification de l'économie locale. L'enjeu c'est l'emploi, or il est désormais clair que le modèle dépend aujourd'hui beaucoup de l'informel, qui d'ailleurs aura du mal à se relancer. Beaucoup de nos villes n'ont pas l'étoffe ni la philosophie de la compétitivité nécessaire pour s'imposer dans la compétition. Quelle relocalisation et innovation peuvent servir la relance économique locale ?

**Sangheon LEE, OIT, Organisation internationale du travail, unité de la politique de l'emploi**, explique que face au désastre, l'OIT propose un cadre d'action reposant sur quatre piliers. Il faut agir vite et coordonner un espace budgétaire entre acteurs publics pour une relance globale sans oublier les plus faibles. Les piliers sont les suivants :

- Protéger les salariés ;
- Mettre en œuvre un dialogue social ;
- Soutenir les emplois et les salaires ;
- Stimuler l'économie.

Les autorités locales sont des relais majeurs dans ce cadre, tout comme certains acteurs spécifiques dont l'action est double ou démultipliée : les entreprises sociales et solidaires, ou encore les travaux publics constituent des investissements stratégiques avec des répercussions sociales.

- **1ere table ronde : Emploi et activités économiques locales et durables, facilité par Emilio RABASCO, commission économique et sociale de CGLU.**

Les autorités locales ont une incidence politique dans l'économie, en prise directe avec les PMI-PME : elles accompagnent et recherchent de nouveaux modèles locaux. Le Forum mondial du développement économique mondial de CGLU, devant se tenir à Cordoba

(Argentine), est un espace de création de connaissances et de production de solutions issues directement des collectivités.

**Njabulo SITHEBE, premier conseiller en charge de l'économie pour la région de Gauteng (Afrique du Sud)**, relève que l'impact sur le domaine de l'emploi est très fort dans l'ensemble de la région australe. Force est de constater que l'économie était déjà en récession avant la crise sanitaire, aujourd'hui, avec les nombreuses pertes d'emploi, nos engagements sont à la fois économiques et sociaux. Il convient d'établir des priorités :

- Soutien aux nouveaux marchés : des permis pour les entreprises informelles, meilleur accès aux biens et services pour les entreprises formelles et informelles ;
- Négociation avec les banques nationales, levée des versements municipaux et création d'un fonds d'aide aux PME locales ;
- Sur ce territoire caractérisé par les inégalités, empirées par le COVID-19, il faut un programme de ré-industrialisation et de réforme structurelle en plusieurs axes :
  - o Investir dans des infrastructures ;
  - o Lutter contre les inégalités territoriales d'accès aux opportunités avec un plan de revitalisation économique locale ;
  - o Lutter contre l'exclusion économique des jeunes (programme pour l'emploi des jeunes).

**Dave SMITH, équivalent du DGS de la ville-région, Sheffield (Royaume-Uni)**, explique que son territoire est résilient de par son histoire ancienne. Grâce aux mines d'acier, la région est devenue un centre industriel innovant dans le domaine de la construction et de l'énergie, notamment par le biais de la recherche et du développement. La crise de 2008 nous a fait connaître les facteurs qui fragilisent la résilience et génèrent la perte d'emplois :

- Les plus vulnérables ne pourront pas faire face à la perte d'emploi (jeune, non diplômé). Il faut donc les aider à acquérir de nouvelles compétences prioritaires et soutenir l'apprentissage ;
- Déjà précaire, le creusement des inégalités est d'autant plus fort à l'échelle locale. Le revenu moyen local est 20% plus faible qu'au niveau national, entraînant ainsi la destruction du tissu social.

Les autorités locales doivent user de leur leadership pour agir au-delà d'une stimulation économique. Elles doivent créer un ensemble de mesures pour créer un nouvel environnement social qui soit en lien avec l'État.

**Carolina DURAN, secrétaire du développement économique, Bogota (Colombie)**, fait part de l'existence de quatre groupes d'emplois à Bogota. Ils sont plus ou moins vulnérables, il convient donc de les accompagner différemment. Alors que les start-up ont deux mois de liquidités, les petits commerces ont deux semaines. Les groupes sont les suivants :

- Les travailleurs essentiels (exclus du confinement) ;
- Les travailleurs pouvant effectuer du télétravail ;
- Les travailleurs nécessitant un protocole spécifique, ne pouvant donc pas travailler à distance (BTP, manufacture) ;

- Les emplois à risque (contact et impossibilité/interdiction à continuer).

À l'intérieur de ces catégories, les femmes sont plus touchées car elles figurent dans les domaines de services, de santé et du foyer. En effet, l'économie informelle concerne 50% de la société. Avec la stratégie « talento 2030 », la ville accompagne les différentes catégories d'entreprises sur la base de la vulnérabilité des travailleurs. Elle déploie une action spécifique pour les plus faibles. Bogota a indexé la stratégie de la ville sur cinq objectifs, visant cinq ODD, pour accompagner son développement.

**Darko MRVALJEVIC, conseiller municipal de la ville de Danilovgrad (Monténégro)**, énonce que comme partout, dans le contexte du confinement, la pression sur les finances locales, la difficulté à maintenir les services publics et l'économie à flot figurent au cœur de nos préoccupations. À son niveau, la collectivité aide les entreprises en suspendant ou en décalant les charges (hôtels, commerces) et appuie le maintien de la chaîne d'approvisionnement (agriculture, tourisme) pour sauver des emplois dans des domaines clefs. Des mécanismes financés par les PPP pourraient se développer, notamment pour instaurer une numérisation de l'économie et le maintien des activités lors de futures crises.

**Onur ERYUCE, adjoint au maire d'Izmir métropole (Turquie)**, explique que la décentralisation est un enjeu majeur en matière économique. Le concept de penser global et agir local doit s'incarner de manière concrète en changeant nos modèles pour les orienter vers plus d'innovation pour l'intérêt général. La contraction de l'économie impacte les budgets publics, ainsi nous avons engagé une réponse intégrée en plusieurs points :

- Soutenir les coopératives de producteurs agricoles ;
- Soutenir l'entreprenariat et l'innovation : une taskforce nationale des acteurs du territoire (CCI, toutes les parties prenantes économiques du territoire) ;
- Soutenir les acteurs locaux : la création de l'Izmir Fair company pour accroître les activités économiques de la ville en lien avec d'autres villes du monde. Les entreprises du pays siègent au conseil d'administration pour orienter la stratégie et un salon en ligne sera l'outil qui rendra la ville visible ;
- Favoriser l'achat public local et appuyer l'innovation avec le soutien au projet de marchés mobiles municipaux pour aider les confinés ;
- Recrutement de volontaires pour l'agriculture, pour encourager l'emploi local ou les besoins prioritaires sont identifiés.

- **2ème table-ronde** : propositions d'avenir pour la mise en œuvre des politiques.

**Juan ESPADAS, maire de Séville (Espagne)**, rappelle que les autorités locales sont, après le corps médical, en première ligne, pour remettre la ville en marche (chaussées, relance économique, écoles) et pour engager une pédagogie et une information influente. Il faut procéder en différentes phases :

La première phase représente un équilibre entre protection et relance. Il faut sortir de la paralysie et identifier les secteurs les plus affectés qui tarderont à se relancer (tourisme, événementiel). La deuxième phase est de trouver la politique qui fera le moins de mal et éviter la destruction de l'outil de production. Une analyse sectorielle spécifique est essentielle afin

de mesurer ce qui peut changer au profit de plus de résilience. On pense à des projets coopératifs, environnementaux, sociaux et solidaires, qui donneront de nouvelles règles de jeu à l'économie informelle notamment (le vide social est à combattre). De nouveaux mécanismes devront privilégier **le local, cohérent avec une empreinte écologique durable**. Il faut maintenir le cap de l'Agenda 2030, cadre d'autant plus pertinent car il doit prévenir ce genre de crise.

**Roel RATERINK, représentant de Victor EVERHARDT, maire d'Amsterdam (Pays-Bas)** [internationaloffice@amsterdam.nl](mailto:internationaloffice@amsterdam.nl), explique que **la crise est l'occasion de capitaliser les apprentissages de 2008, qui avaient déploré un faible dialogue employé-employeur**. Préparer la ville s'est attachée à stabiliser le choc, maintenir une continuité ou une reprise économique et anticiper en trouvant de nouvelles solutions à des situations exceptionnelles. Il faut savoir se poser en observateur du monde, reconnaître que tous les secteurs n'auront pas les mêmes réussites, tout en restant attentif aux nouveaux secteurs porteurs d'emplois.

**Garth FRIZZEL, premier vice-président de la FCM, la fédération des municipalités canadiennes, (Canada)** note une forte dépendance de son territoire à la production de gaz et pétrole, or la question de son transport est impactée. Plus généralement, le modèle de développement économique local est à repenser. Au niveau national, la fédération réfléchit aux solutions pour accompagner les villes sur les questions de démocratie, de modèle de développement économique, la place de l'entrepreneuriat des femmes et le financement des villes vertes.

**Laxmi KARHADKAR, maire de Panchgani (Inde)**, indique qu'il y a une forte présence d'écoles et d'internats dans la ville, ainsi il faut gérer de nombreux aspects variés en matière de gestion de la crise sanitaire. L'économie locale est un sujet de préoccupation, la ville choisit de favoriser la circulation de l'argent à l'échelle locale :

- Dans le domaine agricole, la ville soutient l'achat en direct (fraises, pommes de terre) et le développement de l'agrotourisme (B&B) ;
- La ville encourage l'emploi local pour ses chantiers et pour tous types de projets (électricien, BTP, production de masques réalisée par une communauté de femmes).

Loin de se renfermer, la ville est consciente qu'elle doit mettre en lumière ses atouts, qu'elles soient en périphérie ou au centre, afin d'encourager l'installation d'entreprises et ainsi devenir plus compétitive.

**Mohammed SEFIANI, maire de Chefchaouen (Maroc)**, précise que si sa ville est épargnée par le virus, le territoire reste impacté de manière économique et sociale (70% des activités sont à l'arrêt). Un plan de dé-confinement, prévu pour le 20 mai, est en cours d'élaboration. Le plan est constitué de ces axes centraux :

- Relance et promotion du tourisme à l'échelle nationale ;
- Promotion des produits locaux et artisanaux ;
- Alliance avec des acteurs régionaux et nationaux, dans le but de faciliter l'emploi décent (formel) et y réintégrer une partie de la population exclue ;

- La proximité est essentielle, il faut travailler à raccourcir les circuits courts (alimentaires notamment). Un projet de transformation d'espaces publics en marché est en cours.

**Nous souhaitons voir les priorités changer, autour du développement durable notamment.**

**Josep MAYORAL ANTIGAS, maire de Granollers (Espagne),** indique que son territoire a une vision internationale forte. Il souligne que même s'il est tôt pour anticiper un plan d'action précis, les mesures engagées en matière économiques sont définies :

- Atténuer l'impact sur les groupes les plus vulnérables (assouplir les paiements, impôts, charges), les commerces les plus fragiles ainsi que les plus nécessaires ;
- Maintenir les services publics et la prise en charge sociale (en complément d'autres institutions) en faisant preuve d'une **coordination sans faille** ;
- En mai, une aide palliative d'urgence de 1,5 millions d'euros sera attribuée aux entreprises. À destination des employés, cette aide est orientée vers les secteurs les plus impactés pour une adaptation des conditions économiques et sanitaires ;
- Un soutien prioritaire sera attribué aux projets relevant de l'économie circulaire, du numérique (école, culture) et de la société civile (formation aux carrières sanitaires et sociales). Il est dans nos priorités que de transformer l'administration (numérique), de miser sur l'agriculture urbaine et sur le commerce de proximité tout en continuant l'investissement public.

Pour concrètement engager ses actions, le conseil de la ville développe un pacte avec les valeurs suivantes :

- L'inclusion : égalité des genres ;
- La revitalisation de l'économie locale ;
- La proximité comme facteur clef de la démocratie ;
- La justice pour tous (ODD) ;
- Le local comme valeur clé.

**Elvira DOLOTKAZINA, vice maire de Nizhnekamsk (Russie),** met en exergue le rôle incontournable des villes dans la lutte contre le COVID-19 ainsi que dans la relance économique.

**Andrea AGOSTINUCCI, conseiller développement économique local pour le PNUD, (programme ART) et Pierre MARTINOT-LAGARDE, conseiller spécial à l'Organisation internationale du travail (OIT),** ont été interrogés au sujet des attentes économiques post-dé-confinement. Les experts précisent que les situations varient en fonction de la spécialisation ou non des territoires ainsi que de leur engagement, notamment financier, à opérer une diversification sur la base des expertises, offres, savoir-faire et opportunités de leur territoire. Des priorités se dessinent néanmoins :

- La facilitation et la négociation en faveur de secteurs prioritaires : tourisme, agriculture locale ;
- La valorisation des compétences des chômeurs ;

- La création d'emplois dans le secteur de l'environnement : bâtisses aux critères énergétiques, solutions innovantes, domaine commercial, R&D ;
- Délivrance de licences et accompagnement des savoir-faire locaux.

L'enjeu pour les autorités locales est de s'inscrire dans une dynamique aux côtés des États, se représentant ainsi comme des institutions de relance. À ce titre, **leur niveau local doit produire des stratégies basées sur le principe d'intégration et de régénération de systèmes locaux pour une action durable**. Il est à relever que la résilience est une notion qui trouve des leviers dans l'urgence, par le biais d'assouplissement et d'adaptation des cadres. Elle doit s'inscrire au cœur des solutions de reprise, pour anticiper l'avenir. La conscientisation des citoyens peut s'effectuer par leur intégration dans des « contrats sociaux administrés et élus » : procédé pour construire des territoires plus agiles basés sur le bon sens du terrain et associé aux personnes capables de les intégrer dans le cadre juridique en place. Outre la gouvernance, le processus de développement local implique dorénavant l'alliance de tous types d'acteurs.



Liens partagés dans le Chat, pour aller plus loin :

#### OIT

- [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms\\_743146.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_743146.pdf)
- Please find more information in the ILO links, also here [https://www.ilo.org/global/topics/employment-promotion/recovery-and-reconstruction/WCMS\\_743215/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/employment-promotion/recovery-and-reconstruction/WCMS_743215/lang--en/index.htm)

#### CGLU

- <https://www.uclg.org/en/issues/live-learning-experience-beyondtheoutbreak>
- <https://www.uclg.org/es/temas/experiencia-de-aprendizaje-en-vivo-beyondtheoutbreak>

- [https://www.uclg.org/sites/default/files/decalogo\\_covid19.pdf](https://www.uclg.org/sites/default/files/decalogo_covid19.pdf)
- [https://www.uclg.org/sites/default/files/decalogue\\_for\\_the\\_post\\_covid-19\\_era.pdf](https://www.uclg.org/sites/default/files/decalogue_for_the_post_covid-19_era.pdf)
- [https://www.uclg.org/sites/default/files/decalogue\\_covid19.pdf](https://www.uclg.org/sites/default/files/decalogue_covid19.pdf)
- CGLU- On tourism (and its' impact on cultural life in cities), the UCLG culture Committee released this report in 2019 :  
[http://www.agenda21culture.net/sites/default/files/informe\\_2018\\_bcn\\_cultural\\_policy\\_and\\_tourism\\_-\\_executive\\_summary\\_-\\_eng.pdf](http://www.agenda21culture.net/sites/default/files/informe_2018_bcn_cultural_policy_and_tourism_-_executive_summary_-_eng.pdf)

#### **Ville de Gatineau**

- Partage un lien vers le travail que nous faisons avec nos entreprises.  
[https://www.gatineau.ca/portail/default.aspx?p=guichet\\_municipal/affaires\\_developpement\\_economique](https://www.gatineau.ca/portail/default.aspx?p=guichet_municipal/affaires_developpement_economique)

#### **Ville de Sevilla**

- Information sur les mesures menées pendant la crise  
<https://www.sevilla.org/actualidad/coronavirus-covid19/coronavirus-covid-19>

#### **Ville de Campillos (Málaga, Andalucía)**

- Favoriser la consommation locale c'est encourager la production et les commerçants indépendants (contre les supermarchés) : <https://www.mercadodecampillos.es>
- From the Solidarity Delegation of the Córdoba City Council supporting all the ideas that we propose. Very grateful for these proposals in which more than ever we must be united. Present at the videoconference are the Deputy Mayor for Solidarity, Citizen Participation and the Elderly, Eva Contador. In the networks <https://www.facebook.com/cordobacoopera/> you will be able to see the actions that we have carried out of social impact and aid to local poverty in this time of crisis COvid19 [www.todosporcordoba.es](http://www.todosporcordoba.es) The theme of the strategic use of local, sustainable public procurement to foster LED is key and a promising tool. Even during the crisis and in its aftermath states and LRGs will have to procure. Look at the case of Preston (UK) described in this book  
<https://www.coredem.info/IMG/pdf/passerelle20-en.pdf>